

Le peuple vu par les socialistes

Rémi Lefebvre (CERAPS, Université Lille 2)
Frédéric Sawicki (CERAPS, Université Lille 2)

Le “ divorce ” entre les catégories populaires (ouvriers et employés) et la gauche, et tout particulièrement le PS, a été construit comme un des enseignements saillants de l’élection présidentielle de 2002, tant dans les commentaires “ à chaud ” que dans les essais parus dans les mois qui ont suivi l’élection¹. Le sens de ce scrutin a été pour partie fixé autour de cette thématique qui a constitué un des cadres interprétatifs les plus prégnants des exégèses journalistiques et politologiques. Ce sens a été dans un premier temps assez largement avalisé par les dirigeants socialistes. Au-delà de l’éclatement et des logiques centrifuges de la “ gauche plurielle ” et de la progression, au demeurant limitée, du Front national, la défaite du Premier ministre sortant aurait sanctionné avant tout une méconnaissance profonde des réalités sociales et une déconnexion par rapport aux groupes les plus fragilisés socialement et économiquement. Les données de la sociologie électorale ont été largement utilisées à l’appui de cette thèse². La faiblesse historique du score de Lionel Jospin au sein des classes populaires (selon les sondages 12% des ouvriers ont voté Jospin contre 14% Chirac et 26% Le Pen³) et son maintien chez les cadres (24% contre 13% pour Chirac et 8% pour Le Pen) ont maintes fois été rappelés, de même que le succès corrélatif sans précédent des candidats trotskystes. Cette lumière portée sur le décrochage électoral des catégories populaires a conduit à laisser dans l’ombre d’autres érosions tout aussi significatives (chez les enseignants ou les salariés du public notamment)⁴ et à interpréter la défaite électorale comme le fruit d’un renoncement du PS à ses valeurs traditionnelles⁵.

Pour expliquer ce désaveu électoral, les “ erreurs ” de campagne du candidat Jospin ont été dans un premier temps abondamment mises en avant par les commentateurs et tout particulièrement son absence de prise en compte des mises en garde de Pierre Mauroy, gardien au sein du PS d’une forme d’orthodoxie ouvrière, quant à l’absence du terme d’ouvrier dans son programme⁶. Cette omission serait la traduction d’une sous-estimation globale de l’insécurité sociale grandissante et de la montée de la précarité économique mais aussi existentielle de pans entiers de la société. Un certain nombre de documentaires de campagne se sont ainsi cruellement employés à souligner le malaise du candidat Jospin lorsqu’il fut confronté en face-à-face aux

1. Voir par exemple Eric Conan, *La gauche sans le peuple*, Paris, Fayard, 2004 et Henri Rey, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d’une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004.

2. Ces données sont fortement mobilisées dans les débats du congrès de Dijon qui suivent la défaite.

3. *Libération*, 23 avril 2002. Le panel électoral du CEVIPOF donne des résultats proches : 13 % des ouvriers et autant des employés ont voté Jospin au premier tour.

4. Chez les salariés du public, le candidat Jospin perd 14 points par rapport à 1995 (18% contre 32%), contre 7 points parmi les salariés du privé.

5. L’économiste Daniel Cohen est l’un des rares à nuancer cette dernière interprétation. Il utilise les enquêtes d’opinion pour souligner l’existence d’une nette progression des thèmes et des valeurs de droite chez les ouvriers, lesquels tendraient à rejeter le discours redistributif de la social-démocratie et vivraient les règlements censés les protéger comme une contrainte ou les charges comme du salaire en moins. Daniel Cohen, “ Le discours ouvrier trouve refuge dans les valeurs de droite ”, *Libération*, 19 mai 2002.

6. Il a déclaré pendant la campagne : “ Nous devons parler plus fort aux travailleurs. Lionel, il faut que tu adresses un message à la France qui travaille. Le mot “ouvrier” n’est pas un gros mot ”. Beaucoup d’observateurs, certains proches du candidat, ont stigmatisé le primat accordé à une communication aseptisée et le confinement d’une équipe de campagne repliée sur elle-même et formée quasi exclusivement d’experts.

victimes des restructurations industrielles (comme les salariés de Lu-Danone) et son incapacité à donner une quelconque réponse à leurs revendications et à leur souffrance⁷.

La défaite du 21 avril a aussi, dans un second temps, suscité au sein de la direction du PS des remises en question plus fondamentales de la politique menée entre 1997 et 2002. C'est ainsi qu'on peut lire dans la livraison de septembre 2002 de *La Revue socialiste*, intitulé sobrement "Comprendre", une série de contributions qui dressent un bilan très critique des mesures phares de la législature, au premier rang desquelles les 35 heures et la prime pour l'emploi. Dès la préface François Hollande, premier secrétaire, donne le "la" : "*Le rapport aux "classes laborieuses" est une question majeure pour la gauche*. Or durant la précédente législature, nous avons mieux réglé la question de l'emploi que celle du travail. [...] Nous n'avons pas su prendre la mesure de la dégradation des conditions de travail de nombreux salariés. L'individualisation des métiers, la flexibilité et l'intensification du travail, la précarité des contrats, la modération salariale ont fragilisé une part de la population active. Nous avons mal apprécié la revendication de la récompense, de l'effort et de l'exigence d'une véritable promotion sociale." Les experts mobilisés dans ce numéro (Eric Maurin, Louis Chauvel, François Dubet) ou dans les textes des intervenants du parti sont pour beaucoup des analystes critiques de la "désaffiliation sociale". Henri Weber, idéologue et porte-plume du courant Fabius, s'appuie par exemple sur les travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux pour rendre compte des effets politiques désastreux de la perte d'estime de soi des ouvriers liée à l'effondrement du mouvement communiste. Dès lors "garantir à nouveau la sécurité de la société salariale doit constituer, selon lui, le premier objectif du programme de la gauche". Dans le même esprit, Jean Glavany, directeur de la campagne de L. Jospin, note à propos de la prime pour l'emploi, que c'était une erreur psychologique, "parce que ceux qui en ont bénéficié ont été soudainement en droit de se dire, en gros, "mon travail ne me suffit pas pour vivre... Il faut que l'Etat me fasse un chèque"". L'autocritique porte enfin sur l'absence de représentativité sociale du parti. Pour Alain Bergounioux, secrétaire national à la formation, ancien proche de Michel Rocard : "Une attitude volontariste a été définie par les socialistes pour la parité – et l'effort n'est pas terminé. Nous devons avoir la même volonté pour diversifier beaucoup plus socialement et culturellement l'accès aux responsabilités partisanes et électives."

Deux ans plus tard, force est de constater un retournement des commentaires et une mise en berne de l'autocritique, tout au moins du côté des membres de la coalition majoritaire issue du congrès de Dijon. La victoire du PS aux élections régionales et cantonales puis le bon score aux élections européennes marqueraient la faveur nouvelle accordée par les catégories populaires à la gauche. Les commentateurs politiques qui donnent sens et forme à l'événement (journalistes, éditorialistes, responsables socialistes...) sont aussi prompts à diagnostiquer le retour des catégories populaires qu'ils avaient établi leur désaffection en 2002. Alain Duhamel écrit, par exemple : "Le fameux "peuple de gauche" que tant d'articles et de livres, hier encore, présentaient comme un fuyard s'éloignant à toutes jambes du PS, a de nouveau massivement voté pour la gauche réformatrice. La classe ouvrière, que l'on prétendait en voie de ralliement définitif à Jean-Marie Le Pen, a donné nettement plus de suffrages à la gauche qu'à l'extrême droite"⁸. De fait, selon les sondages, 45% des électeurs ouvriers déclarent avoir voté pour une liste de gauche (PS, PCF, Verts) au premier tour de l'élection régionale contre 22% au premier tour de l'élection présidentielle (43% des employés contre 29% en 2002)⁹. *Libération* titre, le 25 mars 2004, quatre jours après le premier tour des régionales : "Ceux qui ne boudent plus la gauche" et donne la parole aux électeurs de gauche revenus au "bercaïl".

7. Voir *Le Monde*, supplément télévision, 4 mai 2002.

8. Alain Duhamel, "Gauche, les épines de la victoire", *Libération*, 31 mars 2004.

9. Estimation Louis Harris-Libération, 23 mars 2004.

Ce “retournement” électoral redonne brutalement crédit et légitimité à certaines explications “politologiques” du 21 avril, comme celle du scrutin-accident de l’histoire électorale, celle de la labilité croissante des comportements politiques, voire celle de l’irrationalité des attitudes politiques des classes populaires. Gérard Le Gall, politologue officiel du PS et ancien conseiller de L. Jospin, profite de la victoire de 2004 pour rappeler qu’elle vient donner raison rétrospectivement à son analyse de la défaite de 2002¹⁰ dont il défend la validité dans *Le Monde* après les élections régionales. Il y analyse la défaite du 21 avril comme “le télescopage entre une métamorphose, la montée de l’individualisme sur fond de crise, une période préélectorale prédisposant à l’accident (faible croissance, gauche dispersée et désunie) et une conjoncture immédiate marquée par la nette prévalence d’un enjeu : la sécurité”. Et de conclure : “Si le 21 avril n’avait pas été un accident, on vérifierait sa reproduction. Ni juin 2002 ni mars 2004 ne l’ont confirmé”¹¹. Dans le même journal, H. Weber, pourtant prompt à sonder les causes sociologiques profondes de la défaite deux ans plus tôt, n’hésite pas, quant à lui, à écrire que le 21 avril a été “surinterprété” : “Je ne dis pas qu’il s’agissait d’un accident pur et simple. Il y a tout un faisceau de raisons immédiates et plus profondes qui ont rendu cet événement possible. Mais je n’ai jamais cru que le PS était tombé à 13% chez les ouvriers et à 14% chez les employés”. Après les élections régionales, la thèse de l’accident n’est donc plus transgressive, alors qu’elle constituait encore un quasi-interdit lors des débats du congrès de Dijon un an plus tôt. P. Mauroy peut ainsi affirmer, sans choquer, devant une salle de militants lillois venus fêter la victoire des cantonales et des régionales : “Mes camarades, on peut désormais le dire avec sérénité, le 21 avril 2002 était avant tout un accident de l’histoire. Beaucoup d’électeurs ont eu des remords de ne pas avoir voté Jospin aux présidentielles”.

Certains déduiront de ce bref rappel que les socialistes n’ont décidément rien compris. Nous n’entrerons pas ici dans ce débat. Au-delà des “bonnes raisons” qu’ont beaucoup de socialistes de croire aujourd’hui dans les thèses de l’accident de l’histoire et de la versatilité des électeurs, nous voudrions souligner certains des facteurs propres au PS qui expliquent qu’un discours de classe n’est aujourd’hui pas tenable par et au sein de ce parti et que les responsables socialistes sont bien en peine à mettre en forme sinon à répondre aux attentes des classes populaires. Pour formuler les choses autrement, on s’efforcera de comprendre pourquoi, lorsqu’il parle des “classes laborieuses”, François Hollande se croit obligé de mettre des guillemets (voir *supra*). La réponse à cette question ne tient certes pas simplement aux caractéristiques sociologiques structurelles du PS¹². La perte de puissance mobilisatrice de l’identité ouvrière ou de la figure du peuple renvoie à la déshérence des catégories populaires et notamment ouvrières dans la société française. Si le PS ne représente pas ces catégories au sens sociologique et politique, c’est aussi qu’elles apparaissent desobjectivées et privées de représentations à tous les sens du terme. Si les ouvriers constituent encore 28% de la population active et si, comme le rappelle Louis Chauvel : “La classe populaire a connu depuis les années soixante une parfaite stabilité autour de 60% de la population active”¹³, l’identité ouvrière, on le sait, s’est érodée sous les effets conjugués du déclin des grandes concentrations mono-industrielles, du chômage de masse et de la

10. Gérard Le Gall, “Pourquoi le 21 avril ?”, in Sofres, *L’état de l’opinion 2003*, Paris, Seuil, 2003.

11. *Le Monde*, 14 avril 2004

12. Il ne faut pas perdre de vue que le faible ancrage du PS en milieu ouvrier n’est pas un phénomène nouveau. Le parti socialiste a été ouvrier à défaut d’être ouvrier. La part des ouvriers et des employés a toujours été minoritaire parmi les adhérents du parti, à l’exception des fédérations du nord de la France. La situation s’est à bien des égards aggravée comme nous le verrons en examinant de plus près le cas du Nord.

13. Louis Chauvel, “Le renouveau d’une société de classes”, in Paul Bouffartigue, dir., *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004, p. 62. La question de l’identité subjective et objective du monde ouvrier est éminemment complexe. Comme le note encore L. Chauvel : “La théorie de la fin des classes sociales s’est souvent développée en prenant l’affaiblissement idéologique et subjectif des classes comme point de départ, pour laisser croire que les structures objectives suivaient nécessairement la même pente, alors que ces deux dimensions sont sinon interdépendantes l’une de l’autre, en tout cas liées d’une façon non mécanique” (p. 65).

précarisation¹⁴. La force des collectifs ouvriers enracinés dans des communautés de vie et de travail s'est considérablement érodée¹⁵. Les ouvriers ne sont plus majoritaires dans les usines et se retrouvent dispersés dans des unités de production de petite taille, souvent cantonnés dans la sous-traitance. De nombreux analystes mettent en avant l'hétérogénéité croissante du monde ouvrier. Ainsi pour Dominique Goux et Eric Maurin, la question du vote des catégories populaires n'a pas vraiment de sens. Leur étude des dernières élections régionales les conduit à la conclusion qu'"il n'y a pas des "votes populaires" qui seraient l'expression d'une seule "France populaire", mais des expériences socio-professionnelles différentes qui se traduisent par des votes différents, et même, à certains égards antagonistes". Les ouvriers de l'agriculture, du bâtiment ou des services aux entreprises (nettoyeurs, chauffeurs, réparateurs, manutentionnaires...) sont les catégories les plus proches du FN et celles où le retour à gauche est le moins net¹⁶. Reste que le monde ouvrier traverse une crise identitaire qui se manifeste notamment dans le refus net de la majorité de jeunes d'utiliser le mot "ouvrier" pour s'auto-désigner au profit, par exemple, de celui d'"opérateur"¹⁷. La consistance sociale et politique du groupe et son autonomie symbolique sont aujourd'hui très faibles, au point que l'on est en droit de se demander si, à l'instar de la paysannerie, les ouvriers ne sont pas devenus ce que Pierre Bourdieu nommait, dans le sillon du Marx du *18 brumaire*, une "classe-objet", une classe dont les membres sont totalement dépossédés des ressources symboliques leur permettant de produire de façon autonome leur identité sociale¹⁸. De fait, dans l'espace public et les médias, la représentation des catégories ouvrières se raréfie ou se folklorise à l'instar de celle des paysans à partir des années soixante. Les classes populaires arrimées traditionnellement au groupe ouvrier, longtemps en position centrale, sont ainsi de moins en moins représentées socialement et politiquement et tout se passe au fond comme si ces catégories étaient désormais comme *invisibilisées*¹⁹.

Pour autant, ces réserves exprimées, la question du rapport du PS aux "catégories populaires" mérite d'être analysée. Si les partis politiques ne sont qu'un des vecteurs de production et de diffusion des identités sociales, ils n'en concourent pas moins, à côté des syndicats, des mouvements sociaux et des groupes d'intérêt, à les légitimer et à les politiser²⁰. A travers leurs discours, mais aussi leurs pratiques et le personnel qu'ils promeuvent, ils contribuent à donner consistance à des identités sociales et à valoriser les individus susceptibles de les épouser²¹. En ce sens, la disparition des références à l'identité ouvrière, l'absence de réelle volonté de promouvoir des militants d'origine populaire dans ses instances dirigeantes correspondent bien à des caractéristiques du PS qu'il faut s'efforcer d'expliquer. Les relations entre le PS et les

14. Sur "la construction de l'univers mental de la génération des précaires", voir Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2004. Pour une synthèse de l'évolution statistique des groupes ouvriers et employés, voir Eric Maurin, *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, Paris, La République des idées/Seuil, 2002.

15. Robert Castel, "Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle perdu la partie ?", *Actuel Marx*, 26, septembre 1999. Voir aussi la thèse récente de Julian Mischi : *Structuration et désagrégation du communisme français. 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Paris, EHESS, 2002.

16. Dominique Goux, Eric Maurin, "L'anatomie sociale d'un vote", *Le Monde*, 14 avril 2004.

17. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

18. "Entre tous les groupes dominés, la classe paysanne, [...] est l'exemple par excellence de la classe objet, contrainte de former sa propre subjectivité à partir de son objectivation (et très proche en cela des victimes du racisme). [...] Affrontés à une objectivation qui leur annonce ce qu'ils sont et ce qu'ils ont à être, ils n'ont d'autres choix que de reprendre à leur compte la définition (dans sa version la moins défavorable) qui leur est imposée ou de se définir en réaction contre elle", Pierre Bourdieu, "Une classe objet", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17/18, 1977, p. 4.

19. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, "Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? Petit détour par l'histoire", in *A Gauche!*, Paris, La Découverte, 2002.

20. Frédéric Sawicki, "Les partis comme entreprises culturelles", in Daniel Cefaï, dir., *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.

21. Le constructivisme en sciences sociales a bien établi que le processus de construction des groupes et des clivages sociaux est le résultat pour partie d'un double travail symbolique et politique. Les groupes populaires existent ainsi notamment à travers les discours et les représentations qui contribuent à les objectiver. Le groupe vit à travers la constitution et l'activation de représentations du monde et d'un langage commun face à ceux d'autres groupes. Il existe aussi à travers les porte-parole et les institutions qui parlent en son nom dans la confrontation avec d'autres groupes.

catégories populaires apparaissent aujourd'hui marquées par un triple désajustement lié à des logiques congruentes d'ordre idéologique, sociologique, culturelle et organisationnelle. Déconflictualisation du discours, professionnalisation des élites, dévitalisation des réseaux sociaux sont au principe de ce fossé grandissant²².

Les représentations du peuple dans le discours socialiste

La déconflictualisation du discours

La référence au monde ouvrier a peu à peu disparu du discours et de l'offre politique socialistes. Ce n'est pas le lieu ici de faire la genèse de cette désouvriérisation de la sémantique socialiste. On rappellera toutefois que le PS refondé au congrès d'Epinay s'était donné pour vocation " la défense des intérêts du prolétariat ". Si, comme l'a montré Jacques Gerstlé dans son étude du langage des socialistes entre 1946 et 1977, les expressions " classe ouvrière ", " travailleurs ", " prolétariat " ou " lutte de classes " n'ont jamais eu la même centralité que dans le discours communiste et ont été concurrencées, dans les années soixante-dix, par des références à " la classe dirigeante ", aux " salariés " et au " front de classe ", elles n'en sont pas moins une constante du vocabulaire socialiste d'alors²³. Sans malheureusement disposer d'un matériau quantitatif analogue²⁴, force est de constater que les vingt dernières années ont marqué une inflexion assez nette dans la mobilisation de ces référents. La nouvelle déclaration de principes adoptée en 1991 ne définit plus le PS comme " un parti de classe " mais comme " un parti ancré dans le monde du travail ". Lors de l'Université d'été de la Rochelle en septembre 1999, L. Jospin propose certes " une nouvelle alliance " entre les exclus, les classes populaires et les classes moyennes qui n'est pas sans rappeler la figure du " front de classe " des années soixante-dix²⁵, mais ce discours fait long feu. Les contours de cette alliance sont restés flous et trois ans plus tard force est de constater, à la lecture du programme socialiste de l'élection présidentielle, l'absence de toute production et de mobilisation d'une vision clivée du monde social. La conflictualité sociale a disparu de la rhétorique socialiste qui ne s'ordonne plus autour de lignes de force saillantes.

Les textes du PS, produits pour affronter les échéances électorales, décrivent un monde irénique et virtuel " peuplé de non-salariés et de certains salariés moyens et supérieurs " où la figure ouvrière a disparu²⁶. Le discours socialiste n'offre plus une base de politisation des identités et de l'expérience sociales des catégories les plus modestes. Il échoue à administrer un sens politique s'articulant sur le vécu social. Ce constat renvoie à l'analyse de Stéphane Beaud lorsque ce dernier affirme qu'" en même temps que disparaît la société industrielle de la France du XXe siècle s'opère, à travers des luttes symboliques, le vieillissement des mots sociaux qui servent à la décrire : ouvrier, patronat, classe ouvrière " ²⁷. Le discours socialiste révèle cette obsolescence autant qu'il la consacre. Il met hors champ une partie de la société française et contribue à ce qu'on peut appeler, faute d'un meilleur terme, l'invisibilisation des catégories populaires. S'il néglige la figure ouvrière, le projet socialiste n'apparaît pas pour autant exempt de référents sociologiques. Il s'adosse en effet à la vision d'une société d'individus aspirant à l'autonomie personnelle et accorde une large place aux thématiques dites " post-matérialistes "

22. Notre perspective n'est pas ici d'évaluer les effets des politiques publiques menées par les socialistes mais d'analyser le déficit de représentation qui caractérise le rapport du PS aux catégories populaires.

23. Jacques Gerstlé, *Le langage des socialistes*, Paris, Stanké, 1979.

24. Une analyse lexicographique des cinq motions soumises aux militants lors du congrès de Dijon de 2003 établit toutefois que le vocable ouvrier n'est utilisé que 15 fois sur un total de 102 797 mots. Le terme est absent du texte de François Hollande. Le mot " travailleurs " revient à 30 reprises dans les motions. Le terme " salariés " est en revanche utilisé 143 fois. Etude réalisée par le club socialiste *En Temps réel*, mars 2003.

25. Paul Bacot, " Le front de classe ", *Revue française de science politique*, 28 (2), 1978.

26. Paul Bacot, " L'Atelier de Jospin avait-il oublié les ateliers ? ", *Le Monde*, 14 mai 2002.

27. Stéphane Beaud, " Portrait social de la France ", *Alternatives économiques*, Hors-série 49, 2001.

dans la continuité des mesures prises par L. Jospin comme le PACS ou la parité. Le projet socialiste rédigé sous l'égide de Martine Aubry porte à l'évidence la marque des intellectuels qui ont contribué à son élaboration et de ce que Michel Wieviorka, très proche de cette dernière, appelle " les politiques du sujet personnel " ²⁸. Ces orientations méconnaissent les inégalités sociales devant le processus d'individuation et l'aspiration de nombreuses catégories populaires à plus de protection alors que la stabilité des statuts professionnels et les structures d'encadrement traditionnels s'affaiblissent ²⁹. Le discours socialiste contribue par là même, à son niveau, au processus de désobjectivation du groupe ouvrier et n'est sous-tendu par aucune tentative d'unification des catégories populaires et de mise en sens de leurs expériences sociales. Les socialistes ne produisent pas un discours pouvant donner sens à l'aggravation des inégalités qui s'accompagne paradoxalement d'un affaiblissement du sentiment d'appartenir à une classe sociale.

Après la défaite : le bref " retour " discursif des catégories populaires

La question des catégories populaires a été réinscrite à l'agenda socialiste, on l'a vu, après la double défaite de 2002. Le peuple, qui est un des objets des luttes symboliques qui se cristallisent après la défaite, resurgit en quelque sorte alors dans le discours socialiste. La préparation du congrès de Dijon, caractérisée par une réactivation des luttes de courant, a contribué à durcir deux interprétations opposées de la défaite. A cet égard, il y aurait sans doute une belle étude à mener sur la manière dont le " 21 avril " a été analysé, notamment à travers des catégories d'entendement politologiques de plus en plus structurantes au sein des élites socialistes. D'un côté, les opposants à la ligne majoritaire (les courants Nouveau Monde et Nouveau Parti Socialiste) construisent l'événement comme (re)fondateur et comme un révélateur particulièrement saillant de phénomènes structurels ³⁰ : la dérive " sociale-libérale " du parti, ses dysfonctionnements, son absence de renouvellement, autant de phénomènes qui se traduiraient par le décrochage des catégories populaires... Les entrepreneurs du changement et de la rénovation ont tout particulièrement intérêt à se saisir de la problématique des couches populaires et en faire un levier stratégique. De l'autre, les partisans de la direction du parti, regroupés dans la motion A lors du congrès, pressés d' " en finir avec le 21 avril " (l'expression est de François Hollande) et d'en neutraliser le potentiel mobilisateur, soucieux aussi de peaufiner une image de rassembleur en vue des prochaines échéances présidentielles, tentent, à des degrés divers selon la position qu'ils occupent, de limiter la portée de la défaite en mettant en avant des facteurs plus conjoncturels et accidentels et " le bon bilan " du candidat Jospin. Au-delà des prises de position stratégiques, ce sont bien des rapports distincts au populaire et des représentations différentes du monde social que font affleurer les débats.

La Revue socialiste qui publie en mars 2003, à la veille du congrès de Dijon, un dossier intitulé " Reconquérir les catégories populaires " donne à voir ces débats et luttes interprétatives. Sept dirigeants représentant les principales sensibilités du parti s'expriment sur cette question. Même si la tonalité autocritique domine, le rapport au populaire est corrélé à leur position dans l'espace politique. Pour Henri Emmanuelli, leader du courant Nouveau monde, " le contraste est saisissant entre d'une part le développement extrêmement fort des clivages entre classes sociales et d'autre part l'absence de conscience de cette communauté de destin au sein des catégories populaires. [...] *Reconquérir les classes populaires doit impérativement s'appuyer sur la définition de mots d'ordre unifiant les salariés victimes de la crise, par-delà la diversité de leurs*

28. Michel Wieviorka, " Les idées de la gauche ne sont pas de pures abstractions ", *Libération*, 26 mars 2002.

29. Le processus d'individuation ne peut se produire hors de puissants processus de socialisation et de constitution de " supports " sociaux. Voir Robert Castel, Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris, Fayard, 2001.

30. Plusieurs militants du NPS confient ainsi pendant le congrès de Dijon : " Le 21 avril c'est notre fonds de commerce, il faut en entretenir la mémoire ".

*situations individuelles*³¹ ». Pour Jean-Luc Mélenchon, membre du même courant, il faut “ partir de l’évidence sociologique qui fournit au projet socialiste contemporain la plus large base sociale dont il a jamais pu disposer dans l’histoire : en effet la quasi-totalité de la population active est sous statut salarial, l’écrasante majorité est ouvrière ou employée et la quasi-totalité de la population vit en milieu urbain ou rural ». M. Aubry, maire de Lille et ex-ministre du Travail et des Affaires sociales et à ce titre au centre de nombreuses critiques, cède quant à elle à une forte autocritique : “ Nous avons pris conscience trop tardivement du malaise des classes populaires ”.

Les propos de Laurent Baumel, Laurent Fabius et Jean-Marie Le Guen sont plus nuancés : la prise en compte nécessaire des catégories populaires ne saurait être le prétexte à une radicalisation idéologique du PS qui doit assumer “ un réformisme décomplexé ”. Il ne s’agit pas de renouer avec les chimères de l’ouvriérisme. Pour L. Baumel, “ il est clair que nous payons l’impuissance longtemps acceptée voire théorisée face à la question centrale du chômage. Le volontarisme politique mis en œuvre par L. Jospin a certes permis de rétablir dans les années 1995-1998 une certaine confiance. Mais il y a, dans ce domaine, un phénomène d’hystérésis. La dose accumulée de méfiance, de rejet vis-à-vis du monde politique était trop forte pour espérer regagner en quelques années tout le terrain perdu ”. “ *Chaque catégorie, et à la limite chaque individu, a désormais ses problèmes, ses attentes, ses revendications singulières et spécifiques* ”. “ *La vieille solidarité de classe fait de plus en plus place, notamment dans les milieux populaires, à une logique de concurrence généralisée où “l’adversaire” est parfois, de façon paradoxale, le plus proche socialement* ”. L. Fabius, élu d’une circonscription très ouvrière de Seine-Maritime (Grand-Quevilly), ne peut certes accepter “ cette mise en congé du prolétariat ” : “ Les ouvriers continuent de représenter 26% de la population active. Les familles ouvrières constituent le principal groupe social en France, tout comme le salariat d’exécution. *La question ouvrière n’est pas une question périphérique, elle reste une question majeure* ”. Mais L. Fabius analyse l’attente des catégories populaires non pas “ comme une demande d’idéologie, “ le fameux “plus à gauche que moi tu meurs” étant rejeté par les classes populaires elles-mêmes ” mais comme “ *une demande de projet* ”. Il cite dans son article un sondage Ipsos de janvier 2003 qui indique qu’“ une majorité des personnes issues de milieux populaires ou défavorisées considèrent qu’une orientation plus radicale de la politique du gouvernement de L. Jospin n’aurait rien changé au scrutin du 21 avril voire l’aurait aggravé ”.

Pour Jean-Marie Le Guen, proche de L. Jospin et élu de Paris, “ *la gauche n’a jamais été et ne pourra être l’expression “organique” des classes laborieuses. C’est bien dans le sens de la reconstitution d’une offre politique, d’un projet, d’un contrat, d’une forme d’organisation et de représentation politiques et non pas dans la gestion d’une soi-disant demande que nous devons travailler*. Cette question ne peut être résolue par un retour à un âge d’or “plus socialiste” et “plus populaire” que nous ressusciterions par une plus grande radicalité de notre discours ”. Jean-Christophe Cambadélis, bras droit de Dominique Strauss-Kahn lui aussi élu parisien, appelle quant à lui dans la revue *Esprit*, à repenser la société et à abandonner d’anciennes catégories : “ La matrice sociologique qui rendait lisible la société est en miettes. On faisait de la politique à partir de ce monde sensible : ce n’est plus possible. *L’hétérogénéité de la demande a disloqué l’offre. Se fonder sur la matrice sociologique d’hier, c’est vouloir répondre à des demandes contradictoires : c’est une offre globale qu’il faut proposer. Il ne faut pas être l’otage de notre sociologie d’hier* ”³². Enfin le néo-ouvriérisme socialiste qui a pu être typifié comme “ molletiste ”³³ est moqué par certains intellectuels proches du PS. M. Wieviorka écrit ainsi : “ L’aggiornamento de la gauche ne se fera pas à partir des attentes légitimes, mais désormais

31. Les passages en italiques sont soulignés par nous, de même pour les extraits suivants.

32. Entretien dans *Esprit*, “ Repenser l’avenir de la gauche ”, janvier 2003, p. 170.

33. Dans de nombreuses tribunes d’Alain Duhamel dans *Libération*.

sans portée universelle, qui proviennent du monde ouvrier [...]. *Contre le gauchisme ouvrieriste, il faut affirmer que le souffle du renouveau, à gauche, ne proviendra guère des usines et des ateliers*³⁴. On le voit, les porte-parole des groupes majoritaires, en particulier ceux proches de L. Fabius et D. Strauss-Kahn, tous deux candidats déclarés à l'investiture présidentielle, s'emploient bien à conjurer le spectre d'un retour au langage "classiste".

La question de savoir qui les socialistes s'efforcent de représenter a donc bel et bien été discutée au sein du parti au congrès de Dijon. Les réponses, notamment par les dirigeants du courant majoritaire, traduisent à la fois leur refus "d'être l'otage de notre sociologie d'hier" et leur incapacité à fournir une réponse cohérente autre que celle qui consiste à faire des "salariés" le groupe de référence du PS. La "reconquête des catégories populaires" est devenue une cause et un credo légitimant dans l'espace des positions partisans différentes prises de paroles. Face à ceux qui cherchent à rompre l'alliance privilégiée avec le PCF et à établir un rapprochement stratégique avec les Verts, J.-C. Cambadélis déclare : "On ne peut dire au PS "vous avez perdu les ouvriers", souhaiter qu'il renoue avec les couches populaires et lui demander de ne s'allier qu'avec les Verts"³⁵. Manuel Valls, Eric Besson et André Vallini expriment quant à eux leur réserve à l'égard de la ratification de la constitution européenne au sein de la majorité en invoquant la nécessité d'une reconquête des catégories populaires³⁶.

Ces débats montrent à quel point les groupes populaires demeurent des enjeux internes importants au sein du PS et constituent des "objets" de positionnements internes, en particulier dans un contexte d'opposition³⁷. Mais la réflexion sur les catégories populaires s'est pour l'essentiel inscrite dans un registre doctrinal et idéologique. La question des pratiques politiques, des conditions sociales et organisationnelles de la prise en compte des intérêts populaires et de la réception dans ces milieux sociaux du discours socialiste n'est guère été posée dans les arènes du PS. L'audience du discours socialiste est pourtant sans doute d'autant plus limitée dans les catégories populaires que ceux qui l'énoncent en sont socialement éloignés.

Professionnalisation politique et distance sociale des élites socialistes

La professionnalisation politique n'est pas un processus propre au PS. Mais son évolution participe très largement de ce phénomène qui se traduit par l'autonomisation d'une élite politique monopolisant les compétences légitimes et les responsabilités et se révélant fermée sur ses jeux et enjeux propres. Les élites socialistes, par leur recrutement social d'abord, se révèlent peu perméables aux attentes d'un monde social qu'elles ignorent dans une large mesure pour n'en être pas issues. Il n'est pas besoin ici d'insister sur l'homogénéité culturelle et sociologique des dirigeants socialistes et l'éviction des catégories populaires en leur sein tant ces évolutions sont connues et déjà anciennes. Les dernières élections législatives en donnent une récente illustration. Chez les candidats socialistes en juin 2002, on trouve 1% d'ouvriers et employés (contre 13% chez l'ensemble des candidats, 5% pour les Verts, 21% pour le PCF)³⁸. Si les suites du congrès de Dijon ou la composition des listes aux élections régionales ont été marquées par la promotion de quelques militants d'origine étrangère et tout particulièrement maghrébine (certains néanmoins d'origine populaire comme le dirigeant de SOS Racisme Malek Boutih³⁹), celle-ci est demeurée modeste, faute de vivier sans doute. En effet, la "base" socialiste, longtemps beaucoup plus diversifiée socialement, tend à être de plus en plus à l'image de son "sommet". Les résultats de l'enquête du CEVIPOF réalisés en 1998 sur les militants du PS sont

34. Michel Wieviorka, "Deux gauches face à trois droites", *Libération*, 21 juin 2002.

35. *Le Figaro*, 10 décembre 2003.

36. *Le Monde*, 24 octobre 2003.

37. Merci à Annie Collovald de nous avoir aidé à mieux formuler cette hypothèse.

38. Voir l'enquête de Mariette Sineau et Nicolas Catzaras publiée dans *Libération*, 11 juin 2002.

39. Malek Boutih est nommé secrétaire national aux Affaires sociales.

édifiants même s'ils ont été peu commentés par les responsables du parti⁴⁰. Ils font apparaître un net embourgeoisement des militants par rapport à l'enquête menée en 1985. Le nombre des employés et cadres supérieurs est stable (plus un point chacun) tandis que celui des autres professions intermédiaires passe de 22 à 25%. La part des instituteurs baisse de 6 points alors que celle des professeurs augmente de 5. Le recrutement en milieu ouvrier est très faible (5%), en baisse de 5 points par rapport à 1985. Le sentiment chez les nouveaux entrants d'appartenir à une classe sociale est moins répandu que chez les anciens adhérents⁴¹. Les salariés précaires dont la part progresse au sein de la société apparaissent peu représentés au sein de la population militante (4%). Les chômeurs sont tout aussi sous-représentés (3%). 59 % des adhérents socialistes appartiennent au secteur public contre 30% dans la population globale. Les retraités représentent près de 40% des effectifs. 14% des adhérents ont moins de 40 ans (40% dans la population globale). L'âge moyen des adhérents s'établit à 55 ans en 1998. Globalement, l'enquête conclut à un renforcement des couches moyennes salariées et un écart accru avec la structure sociologique de la société française. Cette évolution est concomitante d'un double processus de technocratisation et de notabilisation, à l'œuvre au PS depuis déjà de nombreuses années, qui cumule ses effets⁴².

La " culture de gouvernement "

La " culture de gouvernement " est devenue dominante au PS avec la pratique répétée du pouvoir. On ne peut que suivre, sur ce point, l'analyse de Laurent Baumel et Laurent Bouvet : " Les années 1990 ont marqué l'arrivée à "maturité" politique d'une génération d'énarques formés dans les cabinets socialistes des années 1980 et qui n'ont su que reproduire en l'intensifiant et en le diffusant le modèle qui leur avait si bien réussi. [...] Si l'énarque était une denrée rare dans le PS des années 70, il est devenu en deux décennies le profil standard du haut responsable socialiste " ⁴³. Les élites " centrales " (pour faire simple), le plus souvent issues de la haute fonction publique et promues dans les années 1980 au PS à la faveur de l'arrivée de la gauche au pouvoir, après une fréquentation des groupes d'experts du parti et/ou un passage en cabinet⁴⁴, se caractérisent par la similitude de leurs trajectoires, de leurs visions du monde, de leurs *hexis* corporels, de leurs *présentations de soi*, de leurs dispositions sociales et sans doute de leurs représentations des catégories populaires (le peuple est jugé " rétif " aux changements, à la " modernisation ", à l'adaptation à la mondialisation, il convient donc d'adopter une " pédagogie " de la réforme à destination de ces groupes...) ⁴⁵. C'est peu dire que les propriétés sociales de ces acteurs politiques ne sont pas de nature à susciter spontanément l'identification des catégories populaires⁴⁶. Ce décalage proprement sociologique rend leur discours faiblement

40. Françoise Subileau, Henri Rey, Colette Ysmal, " Les adhérents socialistes en 1998 ", *Cahier du CEVIPOF*, n°23, 2001. L'enquête a été réalisée à partir de 12 391 réponses fournies à *L'Hebdo des socialistes*.

41. A la question " en voyant ce qui se passe autour de vous, avez-vous l'impression que nous vivons dans une société caractérisée par la lutte des classes ", 27 % des militants interrogés par les chercheurs du CEVIPOF en 1998 répondent " tout à fait l'impression ", 38% " plutôt l'impression ", 27% " plutôt pas l'impression " et 6% " pas l'impression ".

42. Sur cette évolution, voir Frédéric Sawicki, " The Party Socialiste : From a Party of Activists to a Party of Government ", in Piero Ignazi, Colette Ysmal, eds, *The Organization of Political Parties in Southern Europe*, Westport, Praeger, 1998.

43. Laurent Baumel, Laurent Bouvet, *L'année zéro de la gauche*, Paris, Michalon, 2003, p. 70-71.

44. Pierre Mathiot, Frédéric Sawicki, " Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993) : recrutement et reconversion. Première partie : caractéristiques sociales et filières de recrutement ", *Revue française de science politique*, 49 (1), 1999.

45. Les contributions à l'ouvrage collectif *Notre Etat* écrites en majorité par des hauts fonctionnaires et des anciens ministres (M. Rocard, P. Joxe, R. Fouroux) socialistes issus des grands corps constituent une belle illustration de cette idéologie. Roger Fauroux, Bernard Spitz, dir., *Notre Etat. Le livre vérité de la fonction publique*, Paris, Robert Laffont, 2000. Voir le compte-rendu critique qu'en fait Françoise Dreyfus, " A la recherche du temps perdu ", *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 59, 2002.

46. De nombreux travaux sur le rapport du populaire au politique soulignent le poids des considérations personnelles et " infra-politiques " dans la constitution du vote. Comme le note Michel Verret, les jugements politiques ouvriers s'opèrent " moins sur les idées que sur les actes, les actes proches plus que sur les lointains et autant sur le style de l'action que sur la ligne ". Voir Frédéric Sawicki, Annie Collovald, " Le populaire et le politique : quelques pistes de recherche ", *Politix*, 13, 1991.

accessible : “ Ce que tu es parle si fort que l’on n’entend pas ce que tu dis ” aime à répéter Jean-Luc Parodi. Parce que leur socialisation politique présente de nombreuses similitudes, ces élites centrales partagent un même rationalisme politique qu’il conviendrait d’interroger, tant il informe leurs stratégies, leurs catégories de perception du jeu politique et la représentation qu’ils se font des électeurs. Ce rationalisme conduit à penser que les électeurs votent *forcément* sur la foi d’un bilan, “ en connaissance de cause ” ou ne peuvent que sanctionner la malhonnêteté des candidats qui sollicitent leur suffrage. Comme l’analyse Annie Collovald, “ pour la gauche gouvernementale, comme pour ses adversaires, les élections comptent parmi les principaux enjeux politiques et principales sanctions du travail politique accompli, mais elle les conçoit comme un concours scolaire où seuls les plus doués et les plus méritants sont censés l’emporter ”⁴⁷. Sûrs de leur fait et de leurs options, prisonniers de leurs catégories d’appréhension du monde social, une partie des membres du staff de campagne du candidat socialiste en 2002 a ainsi pu interpréter de bonne foi la défaite comme le résultat d’ “ une communication déficiente ”. Si le message socialiste n’est pas passé et n’a pas fait mouche, ce n’est pas son contenu qui serait en cause mais les modalités de sa diffusion. Ces dispositions d’esprit traduisent une méconnaissance profonde du rapport du plus grand nombre à la politique, soit en d’autres termes une conception *a-sociologique* de la politique.

Un parti d’élus locaux

La clôture sociale et politique que l’on peut observer au niveau des élites centrales se retrouve localement même si elle obéit à des logiques différentes. Les élus locaux socialistes présentent certes, de manière générale, des origines sociales plus diversifiées que les responsables du parti ou des ministres socialistes. Mais leur longévité électorale et la pratique ininterrompue du pouvoir local conduisent à la constitution d’oligarchies locales de plus en plus repliées sur elles-mêmes et souvent à une prise de distance avec les quartiers populaires. Jamais sans doute le poids des élus locaux au sein du PS n’a été aussi fort, notamment depuis la décentralisation. Jamais les socialistes n’ont autant vécu *de* et *pour* les collectivités locales. Plus d’un tiers des adhérents socialistes en 1998 détiennent ou ont détenu un mandat d’élus (conseiller municipal, maire, conseiller régional, conseiller général, parlementaire). Le PS compte en 2003 près de 3000 maires (2913). Les résultats électoraux de mars 2004 accusent encore ce poids des élus. A l’issue de ces élections, le PS dispose de 694 conseillers généraux. Depuis dix ans, la progression du nombre de présidents de conseils généraux est constante : 23 en 1994, 35 en 1998, 41 en 2001, 51 en 2004⁴⁸. Claudy Lebreton, président de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains (FNESER) vient d’ailleurs d’être élu président de l’ADF (Association des départements de France) fait sans précédent depuis sa création en 1947. Le nombre de conseillers régionaux socialistes a augmenté de son côté de 60% (640 sur 1880 sièges). De nombreux militants dépendent très directement (professionnellement la plupart du temps) de ces élus en raison pour partie de la multiplication des structures de cabinet à tous les niveaux des collectivités locales, ce qui conduit à des formes de professionnalisation du militantisme. Ce poids des élus a de nombreux effets sur le fonctionnement du parti que l’on ne peut ici qu’évoquer⁴⁹. La notabilisation rend le parti peu attractif pour de nouveaux militants. Les élus

47. Annie Collovald, “ Le fabuleux destin de Jacques Chirac ou les mésaventures de la démagogie politique ”, *Mouvements*, 23, 2002, p. 128.

48. Voir *L’Hebdo des socialistes*, 22 mai 2004.

49. Le sénateur, proche de L. Fabius, ancien trotskyste, développe sur ce point une analyse d’un réalisme édifiant que la sociologie politique ne peut que conforter : “ Les élus et les dirigeants, souvent aspirants à leur propre réélection, ne ménagent en général pas leur peine pour s’assurer le contrôle des instances de désignation : la section et la fédération. Le malthusianisme politique et le clientélisme sont deux techniques courantes de contrôle par les élus du corps électoral qui doit les désigner comme candidats. La première part de la constatation qu’une collectivité réduite se contrôle plus aisément qu’une collectivité nombreuse. Beaucoup de sections, non seulement sont rétives à tout prosélytisme mais encore pratiquent un vrai barrage à l’entrée. Le nouvel adhérent voilà l’ennemi ! Il vient perturber de savants équilibres entre notables et entre courants établis au fil des ans donc la répartition des responsabilités et des mandats. Le recrutement se fait au compte-gouttes pour remplacer les départs, en prenant

municipaux actuels sont le plus souvent issus de la génération politique promue lors des municipales de 1977 (celle qui remplace alors les notables “ Troisième Force ” de la SFIO). Le renouvellement du personnel politique municipal s’opère en conséquence lentement. Le processus de municipalisation et d’institutionnalisation qui affecte les villes socialistes de longue date s’est renforcée. Il conduit souvent le PS à s’écarter des bases populaires qui ont initialement contribué de manière décisive à le porter au pouvoir⁵⁰. L’équipe municipale tend alors à se figer en une endocratie⁵¹ plus ou moins fermée et peu réceptive aux demandes des catégories populaires. A ce titre, les difficultés que rencontrent à Lille les socialistes dans les quartiers populaires et surtout l’abstention massive qui s’y développe sont emblématiques. Au sein du parti, l’emprise des élus et la légitimité électorale sur laquelle ils s’appuient constituent des données difficiles à mettre en cause. La motion de F. Hollande s’engageait à limiter le cumul des mandats et à interdire le cumul d’un mandat de parlementaire européen avec la direction d’un exécutif local. Aucun candidat ne devait cumuler “ une présence sur une liste pour les européennes et une liste pour les régionales ”. La règle a été pourtant fortement transgressée en mai-juin 2004 lors de la composition des listes européennes. Ce poids des élus au sein du parti s’est longtemps apparenté à un impensé ou à un tabou. Il est significatif qu’il soit de plus en plus assumé par ses dirigeants⁵².

Ce processus de notabilisation que le PS ne cherche plus à conjurer comme il a pu le faire à d’autres périodes de son histoire⁵³ va de pair avec une dépolitisation du discours politique local qui s’est développée après 1983 et jamais démentie depuis. La réflexion doctrinale dans le parti est très éloignée de l’action immédiate. Ainsi on débat très peu de ce qui constitue l’activité principale de la plupart des militants : les tâches de gestion et les responsabilités locales. L’apolitisme qui est traditionnellement le fait des élus sortants ou en place est souvent de mise dans les communes socialistes dont les référents politiques apparaissent de moins en moins marqués. Les dernières élections municipales ont été très faiblement politisées par le PS qui a adopté le credo consensuel de “ la proximité ”⁵⁴. Or il faut noter que la politisation des enjeux locaux, potentiellement dotés d’un degré de réalité élevé pour les catégories populaires, a constitué historiquement un puissant facteur de mobilisation politique de ces groupes. Cette euphémisation politique du discours sur le plan local contribue sans doute à la mise en retrait des groupes les moins politisés. Les élus locaux sont les hommes politiques les moins soumis à la critique des profanes et jouent à ce titre un rôle essentiel dans la politisation (ou plutôt ici la non-politisation) des groupes populaires⁵⁵. Les opinions de ces groupes se forment à partir de tout un ensemble d’expériences non nécessairement construites intellectuellement mais en référence directe à l’espace social des relations quotidiennes⁵⁶. Il faut rappeler que la force du socialisme

toutes garanties ”. Et l’auteur de décrire la seconde technique de contrôle du corps électoral socialiste par les élus et les dirigeants : “ le clientélisme ”. “ Il consiste au contraire à ouvrir grand les portes de la section et à recruter par dizaines, non pas des militants mais des alliés et des obligés : parents, amis, employés municipaux, assistés divers, tout un électorat captif, car largement apolitique et dépendant, prenant sa carte en contrepartie de services reçus et attendus ” (Henri Weber, “ Rénovation du PS : dépasser l’incantation ”, *La Revue socialiste*, 13, 2003, p. 94).

50. Rémi Lefebvre, “ Le socialisme français soluble dans l’institution municipale. Emprise institutionnelle et forme partisane : le cas de Roubaix (1892-1983) ”, *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004.

51. Sur cette notion voir Serge Bonnet, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris, Presses de la FNSP, 1972 et son usage par Jean-Noël Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d’un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L’Harmattan, 1994.

52. Jean-Christophe Cambadélis définit ainsi le PS comme “ un parti social-démocrate municipaliste ” dont la “ médiation sociale n’est pas les syndicats mais les municipalités ”. Entretien dans *Esprit*, “ Repenser l’avenir de la gauche ”, janvier 2003, p. 179.

53. Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l’institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d’échelles*, Thèse de science politique, Lille 2, 2001.

54. Voir sur cette question Rémi Lefebvre, “ Rhétorique de la proximité et “ crise de la représentation ” ”, *Cahiers lillois d’économie et de sociologie*, Paris, L’Harmattan, 35, 2001.

55. C’est ce que confirment les enquêtes par entretiens menés sous la direction de Daniel Gaxie, cf. notamment son article : “ Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements ”, in Jean-Louis Briquet, Philippe Garraud, dir., *Juger la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

56. Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

lorsqu'il a réussi à s'implanter en milieu ouvrier tenait à sa capacité à politiser des formes *a priori* non politiques d'activités sociales et de donner à l'adhésion le sens d'une dimension existentielle globale. Par-delà ses avatars historiques successifs, le "socialisme municipal" permettait de donner un sens politique à l'expérience quotidienne, au vécu local et social, au-delà de l'adhésion abstraite à une offre politique.

Après la double défaite électorale de 2002, on observe pourtant une amorce de repolitisation des enjeux locaux. Jean-Pierre Raffarin, chantre de la "France d'en bas", fait de la proximité une marque politique et de la décentralisation une des thématiques centrales de son action. Dans le contexte d'une reconstruction difficile après la défaite, le PS cherche à s'opposer au gouvernement en s'appuyant notamment sur des pouvoirs locaux construits (timidement) en lieux de contre-pouvoir. De même, l'opposition socialiste a fortement "politisé" les élections régionales et cantonales de mars 2004. Mais tout se passe comme si la politisation de ces scrutins impliquait forcément leur nationalisation et une délocalisation des enjeux, la politisation ne pouvant s'opérer à partir des programmes locaux. La direction du PS manifeste quelques velléités de mobilisation de son réseau d'élus. On note ainsi une certaine inflexion dans le discours et le positionnement de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER). C. Lebreton, élu à sa tête en novembre 2003, reconnaît que la FNESER n'est plus aujourd'hui "le laboratoire d'idées en rupture avec les pratiques des notables" qu'elle était alors et entend "clairement sortir de la technicité pour saisir les véritables enjeux des politiques locales, en renouant avec l'esprit des années 70". Il entend contribuer à la "réinvention d'un modèle territorial", manière de reconnaître qu'il fait actuellement défaut⁵⁷. Le congrès de la Fédération en novembre 2003 donne lieu à des échanges qui témoignent d'un état d'esprit nouveau. L. Fabius, numéro 2 du parti et secrétaire national aux élus et aux territoires⁵⁸, défend les élus : "Nous sommes une social-démocratie d'élus et nous n'avons jamais voulu l'assumer, ce qui est un tort. Organiquement, notre lien avec la population, ce sont nos élus. On n'a jamais voulu le théoriser d'autant que certains aiment se faire applaudir dans les réunions publiques en entonnant le refrain "anti-élus"⁵⁹. Le secrétaire national appelle néanmoins les élus à "refaire de la politique" et concède : "Parfois il arrive que l'on ait du mal à distinguer entre une gestion de gauche et une gestion de droite", estimant que la défaite de l'élection présidentielle était contenue dans celle des municipales de 2001. Une "maison des élus" doit voir le jour en juin 2004. Cette structure sera animée en partenariat par le PS et la FNESER afin de permettre une meilleure coordination des élus locaux et une meilleure circulation des expériences de gestion locale⁶⁰. Le 3 juillet 2004 a été organisé le premier rassemblement national des élus socialistes dont un des objectifs est la construction d'un "projet pour l'alternance". Il est permis néanmoins de douter de la capacité de l'organisation à peser sur ses élus et de la volonté de ces derniers de politiser leurs gestions locales tant l'apolitisme s'est naturalisé au niveau local et s'intègre dans des stratégies de conservation consensuelle du pouvoir.

L'érosion des médiations sociales et partisanes

F. Hollande conclut ce même congrès de la FNESER de 2003 en mettant lui aussi fortement en avant le réseau des élus locaux : "Nous valorisons insuffisamment nos expériences sur le terrain. Pourtant beaucoup de nos concitoyens ne perçoivent le rapport à la politique qu'à travers les élus". C'est reconnaître la faiblesse d'autres formes de médiation sociales et partisanes. Le milieu partisan tend ainsi à se rétracter autour des collectivités locales et de noyaux de militants

57. *L'Hebdo des socialistes*, 22 novembre 2003.

58. Le choix de ce secrétariat lors du congrès de Dijon s'inscrit dans sa stratégie présidentielle. L. Fabius a mesuré de longue date le poids déterminant des élus sur le vote des militants lors des consultations internes.

59. *Communes de France*, 430, 2003.

60. *Idem*.

de plus en plus professionnalisés. L'absence ou la faiblesse de relais que cette situation engendre ne peut que nuire à la compréhension fine des enjeux sociaux.

Des faiblesses militantes accusées

Le PS apparaît moins que jamais comme “ un parti de masses ” représentatif de la société⁶¹. L'objectif que s'est donné F. Hollande lors du congrès de Dijon de doubler les effectifs en cinq ans pour les porter à 250 000 apparaît dès lors fort peu réaliste⁶². On peut d'ailleurs douter de cette volonté. De nombreuses fédérations socialistes se sont plaintes lors de la campagne présidentielle de 2002 de ne pas recevoir assez de matériel électoral (tracts, affiches...) du siège de campagne et de la rue de Solferino. Tout se passe comme si l'idée que le parti pouvait se passer de militants et que les médias comptent plus que la mobilisation militante était de plus en plus intériorisée par les cadres socialistes⁶³.

Au-delà de leur manque de représentativité sociologique, signalée plus haut, les adhérents du parti apparaissent aujourd'hui de moins en moins ancrés dans des réseaux militants extra-partisans. Les liens avec les syndicats sont faibles. Plus de 40% des militants socialistes n'ont aucune appartenance syndicale au mépris des statuts. Cette tendance remonte à la fin des années quatre-vingt. Déjà un sondage effectué par l'IFOP en mars 1990 pour le compte du quotidien *Libération*⁶⁴ auprès d'un échantillon aléatoire de 930 adhérents du PS, révélait que 52% n'appartenaient à aucun syndicat et 40% à aucune association. La cause de ce phénomène ne réside sans doute pas tant dans l'abandon de tout militantisme extérieur par des adhérents vieillissants que dans le départ du parti de nombreux militants syndicaux et associatifs, remplacés par des membres moins en phase avec les mouvements sociaux⁶⁵. Le déclin du pluri-engagement nuit à la représentativité sociale des adhérents et les rend d'autant plus inaptes à saisir les évolutions communes à plusieurs mondes sociaux que cette évolution s'est accompagnée d'une progression du capital scolaire des adhérents depuis 1985. Les militants sont 10% à avoir un CEP ou à avoir aucun diplôme et 21% à détenir un CAP, le BEPC ou un diplôme technique équivalent (moins 3% dans chaque catégorie). La progression est de trois points pour les détenteurs d'un Bac (19% en 1998) et de 9 points pour les titulaires d'un diplôme universitaire (33% en 1998). 66% des socialistes ont un niveau scolaire égal ou supérieur au BAC contre 29 % des Français, hors population scolaire. Le niveau de diplôme s'élève chez les nouveaux entrants dans le parti. L'attractivité du parti est beaucoup plus forte chez les cadres que chez les ouvriers comme la récente vague d'adhésions l'atteste. Dans les semaines qui ont suivi le “ 21 avril ”, 25 000 français ont fait connaître auprès des sections et des fédérations leur volonté de rejoindre les rangs du PS. Mi-octobre, plus de 12500 nouvelles adhésions ont été confirmées au siège national, soit selon *L'Hebdo des socialistes* “ la plus importante vague d'adhésions de son histoire ”. On trouve dans ces nouveaux adhérents beaucoup plus de femmes (40% contre 28% en 1998), de jeunes (36% ont plus de 50 ans contre 67% en 1998) et beaucoup

61. H. Weber le reconnaît avec une certaine lucidité : “ Le PS évoque davantage “l'association d'élus entourés d'aspirants à l'élection” [...] qu'un véritable parti de masses. En fait de parti de militants, on y rencontre surtout des militants de l'action municipale et locale, de l'Education nationale et de la fonction publique ”, in “ Rénovation du PS : dépasser l'incantation ”, *La Revue socialiste*, 13, 2003, p. 87.

62. En novembre 2003, la direction du parti lance la proposition de faciliter l'adhésion et de réformer le statut de militant. Il s'agit de permettre aux militants d'adhérer directement sans passer par les procédures habituelles et ainsi de ne plus être astreints à suivre le parcours d'initiation traditionnel du nouvel entrant : être parrainé par un militant d'une section puis se présenter devant la dite section au cours d'une cérémonie d'accueil avant de participer aux réunions et aux assemblées générales.

63. Sur cette question voir Florence Haegel, “ Un parti politique a-t-il besoin de militants ? ”, *La Revue socialiste*, 13, 2003. En 1998, 56% des socialistes déclarent consacrer moins d'une heure par semaine à leurs activités militantes, 22% moins d'une heure par mois, 34% de une à trois heures, seulement 10% plus de dix heures mensuelles.

64. *Libération*, 14 mars 1990.

65. Pour plus de précisions sur ce point, voir Frédéric Sawicki, “ The Party Socialiste : From a Party of Activists to a Party of Government ”, art. cit.

moins de retraités (21% contre 40) que dans le reste du parti, mais seulement 5% d'ouvriers et 21% d'employés. Enfin 13% seulement sont syndiqués⁶⁶.

L'éviction ou la marginalisation des militants d'origine populaire

L'attractivité différentielle du PS selon les groupes sociaux obéit à des logiques multiples. Elle est pour partie liée aux évolutions des pratiques partisans. Il faut évoquer ici les effets pervers de "l'intellectualisation" du militantisme et de la démocratisation partisane qui tend paradoxalement à renforcer les coûts d'entrée du militantisme et à durcir la séparation entre "professionnels" et "profanes". Depuis le congrès de Rennes et plus encore depuis l'élection présidentielle de 1995 qui a vu s'affronter deux candidats pour l'investiture, un réel processus de démocratisation de la vie partisane a été engagé. De nouvelles normes internes tendent à s'imposer – bien qu'encore inégalement selon les fédérations⁶⁷ – qui valorisent la figure du militant, la prise de parole, l'idéal participatif et délibératif. Le fonctionnement du parti tend à devenir "procédural". Si cette démocratie interne reste formelle (les militants n'amendent souvent qu'à la marge les textes qui leur sont soumis) et suscite une participation souvent limitée (seuls 60 % des adhérents ont ainsi participé au vote lors du débat sur le dernier projet présidentiel), elle a contribué à modifier un certain nombre de règles et de pratiques et les ressources que les membres peuvent mobiliser au sein du parti. Le phénomène n'est sans doute pas nouveau. Le "ministère de la parole" a toujours existé au PS, tout particulièrement dans les années soixante-dix. Mais on observe une redéfinition du rôle de militant et de l'excellence militante. Certaines tâches (affichage, tractage, mise sous pli...) sont de plus en plus dévalorisées. Nos observations à Lille montrent que les militants d'origine populaire tendent à désertier les assemblées générales qu'ils jugent trop complexes ; les socialistes s'y divisent trop à leur goût. Ils se replient alors dans des niches militantes porteuses d'un entre-soi plus protecteur et intégrateur qui leur permet de perpétuer leur engagement selon des normes anciennes. Les lieux de mise sous pli des documents ou des courriers ou les sorties de "collage" d'affiches concentrent ainsi des militants que l'on ne voit parfois jamais en assemblée générale. C'est au moment même où les discours et leur inscription idéologique semblent perdre de leur force et que l'organisation apparaît incapable d'administrer et de diffuser un sens politique que l'essentiel des activités militantes sont paradoxalement concentrées sur la question des projets ou de l'offre programmatique.

Ces règles nouvelles de démocratie interne qui se développent au nom de l'ouverture sur la société civile ont des effets *intimidants et excluants* sur les adhérents d'origine populaire ou faiblement diplômés. Elles contribuent à renforcer leur sentiment d'indignité sociale et politique, ce qui les encourage à faire défection, à adopter des stratégies d'*exit*, total ou partiel. Les logiques censitaires de la participation politique sont ainsi renforcées. Le registre du témoignage apparaît démonétisé dans la vie partisane : le "bon" militant n'est plus celui qui apporte un éclairage sur ses conditions sociales d'existence ou les difficultés qu'il rencontre dans le milieu social auquel il appartient ou qu'il côtoie mais celui qui "opine" et fait valoir un point de vue argumenté et informé. La prise de parole des militants d'origine populaire est dès lors réduite à une forme de folklore. Au militant il est demandé avant tout de participer à la définition de propositions, de nouvelles alternatives "crédibles" en s'inscrivant dans la "culture" de gouvernement et donc en adoptant un point de vue relativement technique. La complexification des débats internes s'accompagne d'un déficit manifeste d'éducation ou de formation qui renvoie lui-même au déclin généralisé de "l'éducation populaire". Dans les sections populaires de Lille, comme nous avons pu l'observer, les textes nationaux font l'objet d'un incessant travail de *retraduction* et de simplification qui n'empêche pas de nombreux militants de ne plus s'identifier

66. "Les adhérents du 22 avril", *L'Hebdo des socialistes*, 2 novembre 2002.

67. Les normes de l'anti-intellectualisme et de l'unanimité restent par exemple très prégnantes dans le Nord et le Pas-de-Calais.

au discours du parti. Les argumentaires politiques sont de plus en plus difficiles à construire et à diffuser : d'une part, parce que les enjeux apparaissent plus complexes et techniques, d'autre part parce que les différences programmatiques sont moins saillantes et les choix de société qui les fondent moins discriminants. Les militants deviennent ainsi de mauvais relais autant de la parole socialiste que des réalités sociales.

Une appréciation biaisée de la réalité sociale

Les militants socialistes se sont de manière sans doute excessive enorgueillis du bilan gouvernemental de L. Jospin. La croyance unanimement partagée dans la valeur du bilan et son orientation à gauche est solidement enracinée chez les militants socialistes et a pu fonctionner comme un facteur essentiel d'occultation de certaines réalités sociales. C'est sur le mode de " l'injustice " que beaucoup de militants analysent ainsi la défaite de L. Jospin mettant en cause parfois des électeurs jugés peu " reconnaissants ". Lors d'une assemblée générale de circonscription à Lille après le premier tour des présidentielles, une conseillère générale pouvait invoquer, sans susciter de réaction des militants, après avoir stigmatisé la dispersion de la gauche, l'ingratitude des bénéficiaires de la CMU qui n'ont pas voté socialiste⁶⁸. Autrement dit, le don gouvernemental appelait le contre-don électoral. Cette simple déclaration traduit aussi la manière dont les catégories d'entendement clientélistes se sont imposé comme une grille de lecture centrale du lien politique. Faiblement en prise avec les catégories populaires, la plupart des membres et des responsables du PS n'ont pas été en mesure d'apprécier la profonde déstructuration qui affecte une partie de la société française.

A cet égard, la mise en œuvre des 35 heures apparaît exemplaire du manque de clairvoyance des élites socialistes et de leur difficulté à apprécier la situation des salariés les plus fragiles. Les effets induits par l'application de cette mesure dont l'inspiration " progressiste " n'était pas *a priori* contestable ont été mal évalués. Les 35 heures ont conduit dans une large mesure à une baisse du pouvoir d'achat des ouvriers et des employés, à une augmentation de la flexibilité et donc à une détérioration des conditions de travail. Dans les petites entreprises, la réduction de temps de travail a pu signifier faire le même travail en 35 heures plutôt qu'en 39, les heures supplémentaires en moins. Par ailleurs, la précipitation avec laquelle cette réforme a été mise en œuvre dans la fonction publique, sans remise à plat de l'organisation du travail, n'a non seulement guère satisfait les fonctionnaires mais a eu pour effet d'exacerber le mécontentement des usagers les plus modestes⁶⁹. La mesure pourtant perçue comme symbolique d'un marquage à gauche de la politique du gouvernement a de fait surtout profité aux cadres en contribuant aux réaménagements de leurs temps sociaux, cadres qui constituent au passage un des môles les puissants de l'électorat socialiste. Une forme d'ethnocentrisme social a ainsi prévalu dans la conduite de cette réforme. Michel Pialoux a raison de noter qu' " il y aurait une belle étude sociologique à faire sur la façon dont certains experts ont occulté des résultats qui ne correspondaient pas au point de vue du cabinet de M. Aubry " ⁷⁰.

On pourrait multiplier les indices empiriques de la difficulté ou de l'incapacité des militants et des élus socialistes à déchiffrer les réalités sociales et économiques contemporaines. Le recours massif aux sondages traduit à lui seul la faiblesse des réseaux sociaux qui irriguent le PS et son incapacité à mesurer et produire l'opinion autrement que par des enquêtes. A Lille comme dans d'autres villes de gauche populaires, la multiplication des porte-à-porte pendant les campagnes électorales qui instaurent une " proximité " provoquée et par là même artificielle traduit la désagrégation des liens qui s'établissaient dans le passé de manière naturelle et routinière entre

68. Selon elle, " si la moitié des bénéficiaires avaient voté Jospin, la victoire était assurée "...

69. Frédéric Sawicki, " Socialiste mais pas social ", *Les Inrockuptibles*, 335, avril 2002.

70. Interview de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Le Monde*, 23 octobre 2003.

les militants et la population. L'étude des campagnes électorales montre qu'elles revêtent parfois plus une fonction de mobilisation de l'entre soi partisan, de réactivation de l'identité militante que de mobilisation électorale⁷¹. Elles constituent finalement une manière d'entretenir la fiction du parti et de perpétuer ses rites et codes. La multiplication des structures de concertation et le développement de la démocratie participative peuvent de la même manière être analysés comme une réponse au déclin des réseaux traditionnels du parti fondés sur l'interconnaissance et la communauté de vie. Les relations de proximité entretenues par les élus locaux constituent les principales médiations à travers lesquelles un lien est construit avec la population. Dans la région lensoise, autre fief ouvrier socialiste, Marion Fontaine remarque pourtant que les élus socialistes s'avèrent de moins en moins capables, faute de relais notamment, de satisfaire "une demande continue d'assistance et de sécurisation personnelle, produit de la culture minière, entretenue par la fragilisation de la population"⁷². Ces interactions de proximité, lorsqu'elles sont entretenues, active des relations de clientèle dont on il est permis de douter des effets politisants. C'est néanmoins à partir de ces relations que les élus construisent dans leur large mesure leur vision du social marqué par le topos de "la montée de l'individualisme". M. Aubry nous confie à propos des nombreux porte-à-porte qu'elle a mené lors des municipales de 2001 : "Ça été très important pour moi, ces porte-à-porte dans la prise de conscience de l'éclatement de la société et de la multiplication des demandes individuelles qui nous sont adressées"⁷³. L'élue ne mesure pas à quel point c'est la définition même de l'interaction qui induit ce type de représentation. Les élus déplorent la multiplication des intérêts catégoriels à laquelle ils sont confrontés. Mais leur vision de la société, perçue de moins en moins comme un tout collectif, est indexée sur la relation souvent individualisée qu'ils construisent avec les citoyens. Les élus se présentent comme prestataires de services tout en s'indignant, dans le même temps, du développement d'un citoyen-consommateur de plus en plus exigeant⁷⁴. La proximité, mis en scène sous le registre de "l'aide aux plus démunis", active des dispositions, peu vertueuses, au calcul chez les citoyens alors même que les ressources clientélares se tarissent (ce qui génère en retour beaucoup de frustrations). Nos analyses à Lille montrent le rendement décroissant du clientélisme, les relations de loyauté n'étant plus encastrées dans de forts réseaux d'encadrement et d'interconnaissance concurremment social et partisan.

Conclusion

Si on veut bien accepter la métaphore de la "représentation", il est permis d'écrire que le PS ne *représente* pas ou plus les catégories populaires aux trois sens du terme : il ne donne plus forme à ce groupe, il n'est plus à son image, il n'est plus à même de porter ni ne défendre ses intérêts. En ce sens, si les "classes laborieuses" n'existent plus qu'entre guillemets dans la bouche des porte-parole du PS, ce n'est pas seulement parce qu'ils pensent que ce discours n'est pas efficace électoralement, mais parce que le désajustement entre ce qu'ils sont socialement et l'usage d'un idiome de classe empêcherait probablement la magie sociale du discours d'opérer. En ce sens, la "prise de conscience" qui a suivi la défaite de 2002 a bien peu de chances d'être suivie d'effets tant les routines organisationnelles, les contraintes du calendrier électoral et les intérêts sociaux constituent des obstacles à une remise en cause des pratiques et des discours. Il est significatif qu'un certain nombre de propositions lancées après la défaite de 2002 soient ainsi restées lettre morte. La proposition de J.-C. Cambadélis en juin 2002 de mettre en place "une convention

71. Rémi Lefebvre, "Campagnes électorales et interactions face-à-face. Une approche ethnographique des porte à-porte de M. Aubry à Lille", in Jacques Lagroye, Patrick Lehoucq, Frédéric Sawicki, dir., *La mobilisation électorale municipale*, Paris, PUF/CERAPS-CURAPP, 2004.

72. Marion Fontaine, "L'étrange défaite" ou la crise du modèle lensois", in Vincent Duclert, Christophe Prochasson, Perrine Simon-Nahum, dir., *Il s'est passé quelque chose... Le 21 avril 2002*, Paris, Denoël, 2003, p. 83.

73. Entretien avec M. Aubry. Lors du congrès de Dijon du PS, M. Aubry n'a pas cessé de mettre en avant le thème de "la montée de l'individualisme".

74. Voir Rémi Lefebvre, "Quand légitimité rime avec proximité", *Mouvements*, mars 2004.

nationale des quartiers populaires ” avec pour objectif que ces acteurs soient représentés dans les prochaines élections n’a pas eu de suite⁷⁵. Un an après les élections présidentielles, la conférence nationale des entreprises du PS a rassemblé moins de 200 militants⁷⁶. Pour reprendre les termes d’Annie Collovald, le peuple est désormais moins pour le PS “ une cause à défendre ” qu’un “ problème à résoudre ”⁷⁷. Il n’est pas sûr que l’érosion du soutien électoral des catégories populaires ou au moins leur absence de crédit empêche un retour au pouvoir, lequel apparaît plus attendu d’un retour paisible de balancier électoral que d’une “ reconquête ” des classes. Mais faute d’ancrage social, ce rebond électoral risque fort d’être suivi de son lot de déceptions et d’un nouveau 21 avril... 2012 sinon 2007.

75. *Libération*, 25 juin 2002.

76. Eric Conan, *La gauche sans le peuple*, *op. cit.*, p. 220.

77. Annie Collovald, “ Le national-populisme ou le fascisme disparu ”, in Michel Dobry, dir. *Le mythe de l’allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.